

PREVENTION DE LA CORRUPTION – FORMULAIRE DE DUE DILIGENCE

Fait en date du : _____

En ce qui concerne la prévention de la corruption dans le cadre de la législation applicable d'anti-corruption, TOTAL GABON requiert les informations suivantes afin d'évaluer l'adéquation d'un partenariat commercial avec votre société en rapport avec l'ensemble de vos activités avec TOTAL GABON. En complétant ce questionnaire, votre collaboration est très appréciée. Veuillez inclure des pages supplémentaires si votre réponse le nécessite ainsi que toute information complémentaire et pièces justificatives.

Définitions : (Merci de vous référer aux astérisques * du document)

“Agent Public” signifie toute personne exerçant une fonction législative, administrative ou judiciaire, à l'intérieur ou en dehors du Gabon y compris toute personne exerçant une fonction publique dans un service public, une entreprise publique ou une organisation internationale publique, un membre d'un parti politique ou un candidat à une fonction publique.

“Membre de la famille proche” signifie le mari ou la femme d'un Agent Public*, un de ses enfants, frères ou sœurs, un parent, l'époux (se) ou compagne (on) d'un de ses enfants ou frères ou sœurs, ou un membre du foyer)

“Affiliée(s)” signifie au sujet de toute société, à tout moment, toute entité:

- a) dans laquelle la société détient ou contrôle directement ou indirectement plus de 50 % du capital ou des droits de vote ; ou
- b) qui détient ou contrôle directement ou indirectement plus de 50% du capital ou des droits de vote de ladite société ; ou
- c) dont une entité telle que mentionnée en b) ci-dessus détient ou contrôle plus de 50 % du capital ou des droits de vote ; ou
- d) dans laquelle ladite société (ou toute autre entité légale) ou n'importe laquelle de ses Affiliées*, telles que définies aux paragraphes a), b) ou c) ci-dessus, détient ou contrôle, directement ou indirectement, moins de 50 % des actions en circulation auxquelles sont attachés les droits de vote ou de nomination des administrateurs à l'assemblée générale des actionnaires de cette société (ou toute autre entité légale), mais dans laquelle ladite compagnie ou l'une quelconque de ses Affiliées* exerce une gestion de fait dans les affaires courantes ou dans la direction de cette société (ou de toute autre entité légale).

Dans le cas où aucune des informations suivantes n'a été modifiée, le Fournisseur confirme que toutes les informations sont identiques au précédent Formulaire de Due Diligence fourni en date du _____

Signature : _____

1 Nom et adresse de la société interrogée (parfois dénommée en tant que «votre société» dans les questions qui suivent):

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone: _____

Fax: _____

Email: _____

2 Année de création: _____

3 Numéro d'immatriculation _____

4 Régime(s) de conventions collectives au Gabon si applicable: _____

5 Type d'organisation (entreprise individuelle, partenariat, société etc.) lieu du siège social et/ou lieu d'immatriculation:

6 Nombre de salariés permanents: _____

7 Veuillez décrire les activités commerciales menées actuellement par votre société: (si besoins à décrire en pièces jointes)

8 Veuillez énumérer les noms et adresses d'autres compagnies pour lesquelles votre société fournit actuellement des services ou a fournit des services dans les cinq dernières années au Gabon.

9 Si votre société est cotée en bourse veuillez en identifier la place boursière

10 Veuillez fournir les noms de l'ensemble des actionnaires majoritaires qui détiennent directement ou indirectement des parts dans votre société ainsi que le pourcentage des actions (si les actions sont cotées en bourse, vous devez seulement identifier les actionnaires ayant plus de 5% de participation au capital).

Si l'un des actionnaires est une compagnie, veuillez fournir les noms du (des) propriétaire(s) réel(s) ainsi que celui de chaque entité intermédiaire qui détient des intérêts dans cette société; dans un souci de clarté, il est possible de joindre un tableau qui décrirait la structure de l'entreprise. (Si nécessaire à préciser en pièces jointes).

Pourcentage respectifs de participation	Nom

- 11** Veuillez énumérer les noms, nationalités et pays de résidence de tous les dirigeants sociaux (directeurs, gérants et administrateurs) de votre société. (Si nécessaire à rajouter en pièces jointes)

Nom, nationalité et pays de résidence	Rôle (directeur, gérant, administrateur)

- 12** Veuillez fournir le nom et rôle des personnes qui seront/sont principalement en charge de la relation avec TOTAL GABON.

Nom	Rôle

13 L'un des individus suivants peut-il être considéré comme Agent Public* :

- Un administrateur, un directeur, un gérant, un actionnaire majoritaire qui détient directement ou indirectement des parts dans votre société (si les actions sont cotées en bourse, vous devez seulement identifier un actionnaire ayant plus de 5% de participation au capital)?
- Un membre de la famille proche* d'un des responsables, directeurs, gérants ou administrateurs de votre société?
- Un agent ou consultant de votre société au Gabon?

REPONSE: Oui Non

Si "Oui", veuillez identifier les individus en question, leur rôle et lien avec le gouvernement, l'agence ou l'organisation/organisme.

Nom	Responsabilité / Relation avec votre société	Fonction au Ministère Gouvernement/ Organisme / Organisation / Parti politique

14 Un Agent Public* recevrait-il ou serait-il amené à recevoir un avantage pécuniaire si TOTAL GABON signait un contrat avec votre société ?

REPONSE: Oui Non

Si "Oui", veuillez identifier l'Agent Public* en question et décrire l'avantage qu'il ou elle pourrait recevoir.

15 Veuillez décrire les politiques et procédures que votre société a adoptées et mises en œuvre, ainsi que les autres actions prises par votre société afin d'empêcher toute forme de corruption en particulier, celle d'Agent Public*. (Etablir une Annexe spécifique avec copie des documents)

16 Votre société (ou un de ses directeurs, gérants, administrateurs ou propriétaires) a-t-elle fait l'objet d'enquêtes pénales, ou une action en justice a-t-elle été intentée dans les cinq (5) dernières années à l'encontre de votre société (ou d'un de ses directeurs, gérants, administrateurs ou propriétaires) impliquant des allégations concernant la corruption dans le secteur privé ou la corruption d'Agent Public*, la tenue fallacieuse de registres/d'archives ou des insuffisances de moyens de contrôle financier?

REPONSE: Oui Non

Si "Oui", veuillez décrire les allégations qui ont été faites, la manière dont elles ont été résolues, ou si non résolues, l'état actuel de l'enquête ou des poursuites (vous pouvez inclure des pages supplémentaires si nécessaire).

17 Merci d'indiquer les noms complets de tous les sous-traitants auxquels votre société est susceptible de recourir pour la fourniture de service à TOTAL GABON si applicable et précisez :

- a. lesquels parmi ces sous-traitants sont susceptibles de traiter avec des Agents Publics*,
- b. lesquels sont détenus directement ou indirectement, en totalité ou partiellement, par des Agents Publics ou un Membre de la Famille Proche* d'un Agent Public*,

- c. lesquels ont des Agents Publics* ou un Membre de la Famille Proche* d'un Agent Public* parmi leurs dirigeants sociaux ou administrateurs.

Nom	Position chez / Relation avec le sous-traitant	Position au sein du Gouvernement / d'une Agence gouvernementale / d'une Organisation / d'un Parti politique

- 18** Les annexes listées à ce questionnaire de due diligence doivent être remplies et les documents justificatifs doivent être joints au dossier.

19 AUTORISATION DE DIVULGUER LES INFORMATIONS

Les informations fournies dans le présent document sont collectées par Total Gabon dans le cadre d'une relation d'affaires potentielle avec vous ou votre société. Le fait de ne pas délivrer des réponses complètes à toutes les questions pourrait retarder le processus en cours ou vous en exclure vous ou votre société. De plus, la fourniture d'informations incorrectes ou trompeuses pourrait nous empêcher d'établir une relation d'affaires avec vous ou votre société.

Total utilisera ces informations, et est susceptible de les partager avec ses associés (aussi bien qu'avec ses Affiliées* concernées, et/ou ses experts ou consultants désignés en matière de prévention de la corruption) dans le but d'identifier tout risque possible au regard des lois anti-corruption applicables.

La réception et le traitement de ces informations par Total ou l'une de ses Affiliées* doivent se faire dans le cadre présenté ci-dessus et Total utilisera et protégera ces informations dans le respect des politiques et lois applicables. Il s'ensuit que toute personne objet de ces informations a le droit de demander à Total l'accès à ou la modification de toute information erronée la concernant en adressant sa requête à Total Gabon.

En signant ce document, le signataire, dûment autorisé pour répondre à ce questionnaire :

- a) déclare qu'il a, ou a obtenu d'une personne autorisée, le droit de dévoiler de telles informations ;**
- b) consent au traitement de ces informations dans le but exposé dans ce document;**
- c) accepte que le traitement de ces informations puisse être réalisé par une tierce partie pour le compte de Total ou puisse être fait dans un pays autre que celui de divulgation ;**
- d) certifie que les informations fournies dans ce document sont exactes et complètes à la date de leur divulgation ;**
- e) comprend que Total et ses associés (tout comme leurs Affiliées* concernées) s'appuieront sur les réponses à ce questionnaire, qu'ils seront amenés à partager entre eux, pour décider d'établir ou non une relation contractuelle avec lui ou sa société et accepte un tel partage d'informations (y compris avec les experts ou consultants désignés en matière de prévention de la corruption).**

20 CERTIFICATION

Le soussigné, dûment autorisé à cet effet, certifie par les présentes ce qui suit :

Toutes les informations contenues dans ce questionnaire sont exactes et complètes.

Je comprends que Total Gabon s'appuiera sur les informations que j'ai fournies pour décider d'établir une relation contractuelle avec moi/ma société.

Je déclare que ni moi, ni mes préposés, ni ma société ou ses préposés, n'ont offert, payé ou donné quelque chose de valeur à un Agent Public* ou à une personne privée, avec une intention de corrompre, dans le cadre des affaires couvertes par le contrat signé entre moi-même ou ma société et Total Gabon et je m'engage à ce que ni moi, ni mes proposés, ni ma société ou ses proposés ne fasse une telle offre, un tel paiement ou un tel don.

Nom : _____

Date : _____

Signature : _____

Annexes au Questionnaire Compliance Annexe 1 : Documents complémentaires à fournir sur le chapitre CONFORMITE ANTI-CORRUPTION

- 1- Annexe 1A : HISTORIQUE SOCIETE ET DESCRIPTION
 - 2- Annexe 1B: STRUCTURE CORPORATIVE
 - 3- Annexe 1C : ADMINISTRATION (Gabon et Maison Mère)
 - 4- Annexe 1D: LISTE DES ANNEXES LEGALES ET FISCALES par type de société
 - 5- Annexe 1E : FINANCES
 - Filiale Gabon
 - Maison Mère
 - 6- Annexe 1F: PROCEDURES CONFORMITE - Document présentant et listant les procédures anti corruption du Contracteur et fournir aussi le manuel de conduite Ethique des Affaires du Contracteur
 - 7- Annexe 1G: ORGANIGRAMME SIMPLIFIE
 - 8- Annexe 1H : BROCHURE 1-Présentation ou brochure commerciale du contracteur
 - 9- Annexe 1I : BROCHURE 2-Présentation ou brochure commerciale de la maison mère
 - 10- Annexe 1J: REPRESENTATION AU GABON (représentation en interne ou externe)
-

1 Annexe 1A : HISTORIQUE Société au Gabon, Nombre de salariés, Spécialités, métiers, Chiffre d'affaire par type d'activité au Gabon.

2 Annexe 1B : STRUCTURE CORPORATIVE (Filiales et maison mère et sociétés intermédiaires, liens avec autres filiales sœurs ou mères, direction, actionnariat), liste des filiales africaines.

A travers un diagramme, montrer les liens entre la maison-mère et les filiales, sans oublier les sociétés intermédiaires. Pour toutes ces sociétés, veuillez fournir les informations concernant la direction et l'actionnariat en détail.

3 Annexe 1C : ADMINISTRATION (Gabon et Maison Mère)

➤ **Filiale Gabon si applicable sinon société répondant à l'appel d'offres**

Dénomination & Adresse	
Téléphone	
Téléphone IP	
Pays d'immatriculation	
Forme juridique	
Capital social	
Numéro d'immatriculation	
Directeur/Gérant filiale	
Mobile	
e-mail	
Responsable du Contrat avec Total Gabon	
Mobile	
e-mail	

➤ **Maison Mère**

Dénomination & Adresse	
Téléphone	
Téléphone IP	
Pays d'immatriculation	
Forme juridique	
Capital social	
Numéro d'immatriculation	
Directeur/Gérant	
Mobile	
e-mail	

4 Annexe 1D : LISTE DES ANNEXES LEGALES ET FISCALES par type de société

Documents légaux et fiscaux permettant de valider le déclaratif du questionnaire de l'annexe 1 : Fournir en fonction du statut de la société de l'entreprise du contracteur.

Si une société est une filiale d'une société étrangère prière de fournir les documents indiqués au paragraphe 1 et 2

1. Les sociétés de droit gabonais et les succursales de sociétés étrangères

Pour toutes les formes de sociétés commerciales (SA ou SARL pluripersonnelle ou unipersonnelle, société en nom collectif...) et les succursales, il convient de fournir les documents suivants :

- Annexe 1.D.1 : Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) ;
- Annexe 1.D.2 : Le Numéro d'Identification Fiscale de l'Administration fiscale (NIF) ;
- Annexe 1.D.3 : Le certificat de moralité fiscale (document délivré par les impôts attestant que la société a acquitté ses impôts au titre de l'année A précédent l'année en cours A+1) ;
- Annexe 1.D.4 : L'actionnariat de la société repris sur papier à entête de la société et signé par le représentant légal de la société ;
- Annexe 1.D.5 : Statuts de la société ;
- Annexe 1.D.6 : La fiche circuit APIP dûment validée par toutes les administrations ;
- Annexe 1.D.7 : Agrément technique délivré par l'organe compétente, si applicable ;
- Annexe 1.D.8 : Attestation d'inscription à la CNSS ;
- Annexe 1.D.9 : Certificat délivré par la CNSS attestant que votre société est à jour du paiement des cotisations sociales pour la période concernée ;
- Annexe 1.D.10 : Attestation d'ouverture d'un établissement délivrée par l'Inspection du travail de la province concernée.

2. Les sociétés étrangères (à fournir en plus du point 1 si société filiale)

- Annexe 1.D.11 : L'extrait du registre du commerce et des sociétés pour la France et l'équivalent pour les autres Pays ;
- Annexe 1.D.12 : Statuts de la société ;
- Annexe 1.D.13 : L'actionnariat de la société repris sur papier à entête de la société et signé par le représentant légal de la société ou du Contracteur.

3. Les entreprises individuelles

- L'extrait du registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)- Greffe Tribunal commerce ;
- La fiche circuit APIP dûment validée par toutes les administrations ;
- Les statuts, si applicable ;
- Le Numéro d'Identification Fiscale (NIF), si applicable ;
- Le certificat de moralité fiscale (document délivré par les impôts attestant que la société a acquitté ses impôts au titre de l'année A précédent l'année en cours A+1)

- Le Certificat délivré par la CNSS ou autre organisme public habilité attestant que votre société est à jour du paiement des cotisations sociales pour la période concernée ;
- Attestation d'ouverture d'un établissement délivrée par l'Inspection du travail de la province concernée ;
- Agrément technique délivré par l'organe compétente, si applicable.

4. Les entrepreneurs individuels

- L'extrait du registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)- Greffe Tribunal commerce ;
- La fiche circuit APIP dûment validée par toutes les administrations ;
- Le Numéro d'Identification Fiscal (NIF), si applicable ;
- Le certificat de moralité fiscale (document délivré par les impôts attestant que la société a acquitté ses impôts au titre de l'année A précédent l'année en cours A+1)
- Le Certificat délivré par la CNSS ou autre organisme public habilité attestant que votre société est à jour du paiement des cotisations sociales pour la période concernée ;
- Agrément technique délivré par l'organe compétente, si applicable.

5. Les associations

- Le récépissé de déclaration d'association auprès des autorités publiques
- Les statuts

5 Annexe 1E : FINANCES (Gabon et Maison Mère)

➤ Filiale Gabon si applicable sinon société répondant à l'appel d'offres

Capital & chiffre d'affaires		
Capital social		
Chiffres d'affaires pour les 3 années précédentes		

Banques principales du contracteur		
Commissaire aux comptes du contracteur		

➤ Maison Mère

Capital & chiffre d'affaires		
Capital social		
Chiffres d'affaires (Consolidé) pour les 3 années précédentes		
Chiffres d'affaires de l'année des principales filiales en Afrique		

6 Annexe 1F : PROCEDURES CONFORMITE - Document présentant et listant les procédures anti corruption du Contracteur. Fournir aussi le manuel de conduite Ethique des Affaires du Contracteur.

Pour information, les procédures conformité anti corruption ne sont pas les procédures de contrôle de caisse ou de paiement de l'entreprise.

7 Annexe 1G : ORGANIGRAMME SIMPLIFIE DU CONTRACTEUR

8 Annexe 1H : BROCHURE 1 - Présentation ou brochure commerciale du Contracteur (document scanné)

9 Annexe 1I : BROCHURE 2 - Présentation ou brochure commerciale de la maison mère (document scanné)

4 Annexe 1J: REPRESENTATION AU GABON – Spécifier comment votre société (et/ou votre sous-traitant de niveau 1) est / sera représentée au Gabon (représentation en interne: filiale, établissement stable, etc.; ou représentation externe : représentant, intermédiaire, etc.)
